



FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES JURIDIQUES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal

Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124

www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

LE POUVOIR DES FEMMES ET SON INFLUENCE SUR LA MONDIALISATION

Les femmes et le pouvoir économique

Lucía Ruano Rodríguez

“La participation égalitaire de la femme dans la prise des décisions n’est pas seulement une exigence basique de justice ou démocratie mais elle peut aussi être considérée comme une condition nécessaire afin que soit pris en compte les intérêts des femmes.

Sans la participation active de la femme et l’intégration du point de vue des femmes à tous les niveaux du processus de décision on ne pourra pas atteindre les objectifs d’égalité, de développement et de paix”

(Plateforme d’Action à Pékin 1995)

À peine quinze ans sont passés et cette déclaration de la Plateforme d’Action à Pékin est aujourd’hui une réalité.

Ces dernières années le monde s’est mondialisé. Certains pays d’Asie, d’Amérique Latine et aussi d’Afrique, ont commencé à sortir de l’extrême pauvreté et ont amélioré leurs niveaux de développement économique et social ces quinze dernières années, mais des millions d’êtres humains vivent dans la pauvreté et souffrent de la faim. Soixante-dix pourcent des pauvres du monde sont des femmes (50ème session CSW, Nations Unies, 2006).

En 2000 les leaders du monde établirent un ensemble d’objectifs à long terme afin de libérer une grande partie de l’humanité des entraves de la pauvreté extrême, de la faim, de l’analphabétisme et des maladies. Ils fixèrent des buts précis afin d’atteindre l’égalité entre les sexes et la prise de pouvoir des femmes (gender empowerment), la durabilité environnemental et une alliance mondiale pour le développement. Ils approuvèrent un plan pour un monde meilleur et promirent de ne pas économiser leurs efforts dans la concrétisation de ces objectifs, qualifiés d’OBJECTIFS DU MILLENIUM, fixant le terme pour les atteindre en 2015.



JURIDIQUES

FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal
Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124
www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

Dans les huit premières années se sont produits d'importantes avancées dans certains des objectifs susmentionnés, comme révèle le Rapport de Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire de 2009 (web de Nations Unies).

Ceux qui vivaient dans l'extrême pauvreté dans les régions en développement représentaient un peu plus d'un quart de la population mondiale en développement en 2005, face à quasiment la moitié en 1990.

Ils ont également obtenu certaines réussites concernant l'éducation. Dans l'ensemble des pays en développement, l'inscription dans l'enseignement primaire atteint 88% en 2007. Il a augmenté de 15% dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

La grave et préoccupante crise financière de 2008, transposée en peu de mois à l'économie réelle, peut mettre en péril les importantes avancées dans la lutte contre l'extrême pauvreté atteintes entre 1990 et 2005, alerte le précédent Rapport des Nations Unies.

De même, l'aide aux pays pauvres et en développement semble aussi être bloquée, ce qui implique le risque de ne pas atteindre les objectifs prévus.

Bien que les experts nous alertent sur le réchauffement climatique, causé par la rapide industrialisation de certains pays en voie de développement et par le manque de mesures dans les pays les plus riches et développés, dans les réunions des leaders du monde tenues ces derniers jours il ne semble pas qu'ils adoptent les mesures nécessaires afin de freiner la détérioration de la planète.

La crise financière – qui selon certains analystes n'est pas aussi grave qu'il semblait – a obligé les gouvernements des pays les plus riches à transférer d'importantes sommes d'argent des contribuables afin de colmater les trous provoqués par la fraude de certaines banques privées, dirigées par des hommes d'affaires avarés, qui ont profité du manque de normes qui régulent le marché des capitaux, pour s'enrichir d'une façon scandaleuse pendant qu'ils ruinaient des milliers d'entreprises et de citoyens et créaient un collapse financier de proportions inconnues à l'échelle mondiale.

La crise financière a mis en relief le fait que l'internationalisation de l'économie et des finances mondiales exige une régulation juridique qui n'existe pas.



FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES

JURIDIQUES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal
Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124
www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

Il ne sera pas facile que les leaders mondiaux et les organisations internationales se mettent d'accord afin d'établir des règles pour les flux financiers qui garantissent la sécurité et la transparence des marchés.

Dans cette situation quel est le pouvoir des femmes? Quelle est l'influence des points de vue des femmes? Elle semble faible si on regarde les données sur qui dirigent les grandes banques, les assurances et les grandes entreprises multinationales. Les femmes ne sont pas non plus suffisamment représentées parmi ceux qui prennent les décisions dans les organismes internationaux (la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC) ou dans les forums politiques et économiques comme le G-20, le G-8, Davos...

L'économie et les finances à grande échelle sont le noyau dur du pouvoir masculin.

Durant ces dix dernières années, il y a eu des avancés dans la participation des femmes dans la prise des décisions politiques. Mais la présence des femmes dans les grandes décisions de l'économie reste toujours très faible.

Les statistiques des organismes internationaux se sont améliorées dans la récolte des données sur la participation politique des femmes dans les Parlements et les Gouvernements; et aussi dans le pouvoir judiciaire. Mais ils n'existent pas de statistiques qui offrent des informations concernant la direction des grandes entreprises et des noyaux du pouvoir économique et financier. Dans certains pays, quelques informations ont commencé à être récoltée, mais on n'a pas de données de tous les pays et à niveau mondial.

Dans quelques pays on a commencé récemment à prendre certaines mesures "d'action positive" afin d'augmenter la présence féminine à la tête des grandes entreprises.

En Norvège, à partir de 2008, les compagnies ont été obligées d'avoir au moins 40% de femmes dans leur équipe de direction. Selon des données d'UNIFEM, 38% des 1117 postes de direction des grandes entreprises d'Oslo étaient occupés par des femmes en 2009, date du rapport.

En Espagne, il y a des lois de parité qui imposent une présence équilibrée



FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES JURIDIQUES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal

Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124

www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

(pas moins de 40% et pas plus de 60% de chaque sexe) dans les organes du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif et nous avons un Gouvernement paritaire d'hommes et de femmes, deux puissantes vice-présidentes et pour la première fois dans l'histoire une Ministre de l'Économie et des Impôts. Pourtant, la présence des femmes dans la direction des banques et des entreprises reste très faible. Après quelques petites avancés depuis 2004, dans l'ensemble des 35 entreprises les plus importantes qui cotisent sur le marché de valeurs (IBEX 35), les femmes atteignent chaque année presque 8% des postes de l'ensemble des conseils d'administration (source: Institut de la Femme). La Loi d'Égalité entre Femmes et Hommes, votée en 2007, a établie une prévision pour que "les sociétés obligées à présenter des comptes de ressources et de pertes non abrégés (à cause de leur volume d'affaires), doivent essayer d'inclure dans leur Conseil d'Administration un nombre de femmes qui permet d'atteindre une présence équilibrée dans un délai de huit ans.

Le fossé entre chaque sexe au niveau national se retrouve au niveau international. Selon les estimations d'UNIFEM, dans le monde il y a une femme pour neuf hommes occupant des postes de direction dans des entreprises. Cette proportion varie dans chaque région mais elle reste toujours faible:

3,4% des femmes dans le sud-est de l'Asie ; 4,7% dans le Moyen- Orient et le nord de l'Afrique; 7,3% en Afrique Subsaharienne; 6,4% dans l'est de l'Asie et le Pacifique; 11,8% dans la CEE et CIS; 12,6% en Amérique Latine et au Caraïbe.

La propriété féminine des entreprises est un peu plus importante selon les estimations d'UNIFEM:

12,6% dans le sud-est de l'Asie; 28,6% en Afrique Subsaharienne; 26,5% en Europe ou 35,8% en Amérique Latine et au Caraïbe.

La présence féminine dans les grandes institutions financières mondiales, tel que la Banque Mondiale et le FMI, même si elle a augmenté légèrement ces dernières années, elle reste toujours faible : de 4,2% à 16,7% dans les organes de gouvernance et les directeurs des deux institutions.

La représentation féminine est faible et très éloignée de celle des hommes



FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES JURIDIQUES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal

Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124

www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

dans tous les niveaux supérieurs des Nations Unies et aussi dans les Banques Régionales de Développement, qui sont des sources principales de financement multilatéral pour les projets de développement destinés à réduire la pauvreté et à financer la croissance économique pour l'alimentation.

Si nous combinons les petits avancés de ces dernières années concernant le pouvoir économique, avec les données du pouvoir politique, nous observons que quelque chose est en train de changer, mais pas suffisamment pour que le point de vue des femmes ait un réel impact dans les grandes décisions.

Il est significatif d'observer la liste des 100 femmes les plus puissantes du monde, publié quelques jours avant par la revue FORBES, où on constate que les femmes sont en train d'augmenter de positions en politique et en économie. Ainsi, en première position on retrouve la Chancelière allemande dont le pouvoir dans la prise de décision en Europe est indiscutable. Sur le continent américain deux femmes président le gouvernement au Chili et en Argentine, et la lutte pour les élections dans des pays aussi important que le Brésil a toute chance de s'établir entre deux femmes. En Afrique nous avons pour la première fois une femme Présidente du Liberia. Et si on regarde les entreprises, il y a des femmes qui dirigent certaines des plus importantes du monde tel que Pepsico, Kraf Foods, Xerox, Du Pont, Sunoco, Areva...

Nous pouvons penser que les femmes commencent à avoir un pouvoir dans la prise des décisions économiques.

Les femmes nous avons un pouvoir économique même si nous ne sommes pas présentes dans les lieux où les grandes décisions sont prises.

Parmi les millions d'émigrants du monde (30 millions proviennent du sous-continent américain et plus de 100 millions au niveau mondial) la moitié sont des femmes. Les ressources qu'elles envoient à leurs familles sont un pouvoir économique très important pour les économies de leurs pays d'origine.

80% des micros entreprises du monde sont dirigées par des femmes. Et si nous pensons au microcrédit comme à une arme pour combattre la pauvreté, on pourrait dire que "les femmes ont dans leurs mains le pouvoir de générer un développement économique et d'éradiquer la misère de la face du monde" (XV^{ème} Sommet Mondiale des Femmes, connue comme le Davos des Femmes).



FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES JURIDIQUES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal

Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124

www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

“Les femmes ont le futur de l’Afrique entre leurs mains” affirmait le directeur général du BIT à la réunion régional africaine célébrée à Adis Abeba (Éthiopie) en 2007.

Des millions de femmes africaines sont passées de l’invisibilité à compter dans la sphère publique grâce aux projets de microcrédit. Leur capacité de gestion est une garantie pour le développement futur du continent, comme le confirment les organismes internationaux et les agences d’aide au développement et à la coopération.

Les femmes sont celles qui se chargent des tâches de soins aux personnes dépendantes et pas seulement dans leurs familles, mais aussi dans les services publiques et dans l’économie informelle, ce qui permet d’économiser d’importantes sommes d’argent aux économies de leurs pays.

Parmi les travaux et emplois les moins rémunérés de main d’œuvre intensive la plupart sont des femmes, contribuant à augmenter les ressources des entreprises qui les emploient.

Pourtant, les femmes participent à peine dans les syndicats de travailleurs, même dans les pays où le taux d’affiliation est fort. Il s’agit d’un défi à réaliser parce que si dans les syndicats la participation féminine augmentait, les conventions collectives pourraient inclure les besoins des femmes et améliorerait les possibilités pour les hommes et les femmes de concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale, à l’image de ce qui se passe quand les conventions sont signées dans des entreprises dirigés par des femmes ou avec une présence syndicale féminine.

La crise économique a montré les grandes failles de l’actuel modèle économique.

À l’image des précédentes crises, on a eu recours aux femmes, quand la situation est devenue difficile. Nous avons quelques exemples. C’est le cas de pays tel que l’Islande, où toutes les banques et institutions financières ont été sur le point de faire faillite sauf la seule institution financière dirigée par une femme. Afin de sortir de la situation ils ont commencé à mettre à la tête à des cadres dirigeants féminins et leur premier ministre - Johanna Sigurdarttoir- est celle qui devra recapitaliser les banques du pays afin d’éviter le collapse.



FEDERATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIERES JURIDIQUES

Rua Manuel Marques, 21-P, 1750-170 Lisboa ♦ Portugal

Telf. 00 351 21 7594499 ♦ Fax 00 351 21 7594124

www.fifcj-ifwlc.net ♦ headoffice@fifcj-ifwlc.net

L'exemple de l'Argentine après la crise de 2001, qui a enregistré une augmentation du nombre de femmes à la tête des entreprises, revalorise certaines vertus attribuées aux femmes qui dirigent des affaires. Ainsi on a l'habitude de dire qu'elles sont plus prudentes, qu'elles assument moins de risques, qu'elles gèrent mieux les faibles ressources, qu'elles travaillent mieux dans des réseaux non hiérarchisés, qu'elles savent dégager de l'épargne, etc.

Mais ce ne sont pas seulement les mentionnées 'vertus ou qualités féminines' qui les rendent nécessaires pour que redevienne droite la marche de l'économie. La participation des femmes dans les décisions qui affectent tout le monde –hommes et femmes – est une exigence d'éthique et d'égalité. Il s'agit également d'une condition pour faire valoir les droits et les intérêts de la moitié de l'humanité, celle qui depuis des siècles est mise à l'écart du gouvernement des nations, mais dont la contribution au travail et aux familles, dans tous les types de société, est indispensable, sinon le monde serait mort.

Pour toutes ces raisons, nous les femmes nous devons continuer à réclamer notre présence dans la prise de décision publique –politiques et économiques- les deux étant étroitement liées.

Pour conclure, je veux vous rappeler la magnifique intervention de notre chère amie María Lourdes Pintasilgo, en raison de l'inauguration de notre XVII Congrès célébré en l'an 2000 dans la ville de Tolède¹. Elle nous parla de l'«éthique du citoyen» et de la «responsabilité», que c'est l'éthique que nous devons avoir à l'esprit les femmes lorsque nous exerçons le pouvoir, qu'il soit politique, économique ou de n'importe quelle autre forme d'influence sociale. Sans cette éthique quand bien même nous aurions atteint la parité aux postes directifs, nous ne serions pas en train de contribuer à améliorer la vie des actuelles générations, ni à préserver le futur de celles qui viendront.

Paris, septembre 2009

¹ María Lourdes Pintasilgo, "Cuidar el futuro", conferencia magistral, XVII congreso FIFCJ, Toledo, España, septiembre, 2007.